

# DEVELOPPEMENT DE L'ORPAILLAGE CLANDESTIN ET REDUCTION DE LA MAIN D'ŒUVRE PAYSANNE A KOKUMBO (COTE D'IVOIRE)

**Justin Kouakou KOUAME**

*Criminologie, Université Félix Houphouët Boigny Abidjan, Côte d'Ivoire  
kouamejustin73@gmail.com ; ktongba@yahoo.fr*

## Résumé

*Le présent article interroge l'impact de l'orpaillage clandestin sur la réduction de la main d'œuvre paysanne dans la commune rurale de Kokumbo. L'hypothèse défend l'idée que l'orpaillage attire quasi irrésistiblement les paysans en quête de revenus. Les données ont été collectées dans ladite commune auprès de 64 individus constitués essentiellement d'administrateurs locaux et de paysans. Les résultats montrent que la réduction de la main d'œuvre paysanne au profit de l'orpaillage s'observe par le délaissement généralisé de l'agriculture familiale et la tangibilité perçue des retombées aurifères. La force de travail agricole vieillit, les jeunes et les femmes se désintéressent à l'agriculture, la démotivation se généralise tandis que la rentabilité de l'orpaillage est plus réelle, l'autochtonie s'en approprie et un développement socioéconomique s'opère dans la commune de Kokumbo. La logique de gain est ce qui incite les paysans à préférer l'orpaillage au détriment de l'agriculture familiale.*

**Mots clés :** *Orpaillage clandestin, gain, main d'œuvre paysanne, agriculture familiale.*

## Abstract

*This article examines the impact of illegal gold panning on the reduction of peasant labour in the rural commune of Kokumbo. The hypothesis defends the idea that gold panning attracts almost irresistibly farmers in search of income. The data were collected in the commune from 64 individuals, mainly local administrators and peasants. The results show that the reduction of peasant labour in favour of gold panning is observed by the widespread abandonment of family farming and the perceived tangibility of gold fallout. The agricultural workforce is aging, young people and women are losing interest in agriculture, demotivation is becoming widespread while the profitability of gold panning is more real, indigeneity is appropriating it and socio-economic development is taking place in the commune of Kokumbo. The logic of profit is what encourages farmers to prefer gold panning to the detriment of family farming.*

**Keywords :** *Illegal gold panning, profit, peasant labor, family farming*

## Introduction

L'orpaillage clandestin ou artisanal ou encore illégal est devenu un fléau dans les pays du tiers mondial ou émergents, fortement décrié pour ses effets désastreux sur l'homme et sur l'environnement en général. Ce fléau effarouche particulièrement aussi bien des pays de l'Amérique du Sud (Guyane, Brésil, Pérou, Équateur et Bolivie) que ceux de l'Afrique surtout occidentale (Mali, Guinée, Niger, Burkina, Ghana, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire) (Grätz, 2004 ; WWF, 2018). Dans les lieux où l'orpaillage clandestin est développé à outrance, il fait craindre un péril existentiel sur l'écosystème à travers des procédés d'altération des éléments essentiels de soutien à la vie : terre, air et eau (Bohbot, 2017). Ses conséquences nocives touchent directement l'environnement biophysique, économique et social (WWF, 2015 ; Goh, 2016).

Au plan de l'environnement biophysique, les dégâts observés concernent la régression des surfaces des forêts (déforestation) et surtout la pollution de l'air, des eaux et des sols. La déforestation se fait par le déboisement de terrains miniers et par l'utilisation abondante de bois à des fins de soutènement des galeries, de chauffage, de construction d'abris pour les travaux, etc. Plus les chantiers se multiplient, plus la régression des espaces végétaux s'accroît, et cela impacte aussi directement l'habitat de la faune en voie de disparition. La pollution (de l'air, des eaux et des sols) résulte de l'utilisation de produits chimiques (cyanure, mercure, déchet des huiles d'engins, explosifs, etc.) lors des procédés extractifs. Les composés chimiques empoisonnent l'air ambiant, s'infiltrent dans les sols, contaminent les eaux courantes et les nappes phréatiques. Du fait de la toxicité polluante de ces produits chimiques, les hommes, les animaux (bétail, bête sauvage, poisson) voire les plantes courent des dangers sanitaires (maladies). Dans le voisinage des installations aurifères artisanales, les exploitants miniers eux-mêmes, les agriculteurs, les éleveurs (et le bétail) et les populations en général s'exposent à des maladies.

En somme, l'exploitation aurifère cumule la dégradation du couvert végétal, la pollution généralisée, la destruction voire l'appauvrissement des sols (trous, déblais et sol en « gruyère », selon Bohbot) et aussi l'obturation ou l'ensablement jusqu'à la disparition des cours d'eau.

Sur le plan économique, la contrebande fait échapper aux recettes publiques ivoiriennes presque toute la quantité d'or produite clandestinement. En 2015, les pertes de l'État sont estimées à 479,22

milliards de FCFA (Konan, 2019) et, en 2018, environ 22 tonnes d'or ont été frauduleusement sorties.

Sur le plan social, des changements socioculturels s'opèrent avec l'ouverture de sites aurifères et l'affluence d'orpailleurs issus d'origines et de cultures diverses. Les flux démographiques incontrôlés dans les localités d'extraction artisanale et les installations anarchiques de campements miniers font naître non seulement une pression conflictuelle sur les ressources naturelles et alimentaires, mais aussi constituent une source de conflits souvent culturels opposant autochtones et orpailleurs venus d'ailleurs (Kouadio *et al.*, 2018).

La promiscuité de ces populations de différentes origines et d'expériences diverses engendre des comportements criminels ou déviants et l'insécurité (crimes rituels ou de sang, trafic de drogue, coupeurs de routes, vol, trafic de produits prohibés, braquages, agressions physiques, bagarres, prostitution, etc.). De plus, plusieurs études (dont celle d'International Crisis Group (2019)) font observer que des groupes armés voire des terroristes trouvent dans les mines artisanales une nouvelle source de financement et un terreau de recrutement. En outre, l'utilisation de la main d'œuvre infantile dans les mines, plus qu'une transgression des droits à la protection de l'enfant, fait courir le risque d'analphabétisme, de déscolarisation ou même de chute dans la délinquance (Soïba et Lauwerier, 2020).

Par ailleurs, la corrélation entre le développement de l'orpaillage clandestin et l'insécurité alimentaire suscite la réflexion scientifique (Bohbot, 2017).

Et pour cause, l'orpaillage clandestin côtoie et empiète très souvent sur les implantations et terres agricoles, au dépourvu de la petite agriculture de subsistance. Les surfaces cultivables s'amenuisent à l'allure de la multiplication des chantiers d'exploitation d'or. Le déboisement des espaces miniers cause la perturbation de l'écosystème et la baisse de la pluviométrie, néfastes à la productivité des sols. La fertilité des terres est quasiment détruite sous l'effet de fonçages et galeries, de l'épandage de déblais et de la contamination des sols aux produits chimiques. La non-réhabilitation des sols appauvris après le passage des orpailleurs concourt à rendre l'agriculture familiale impraticable.

L'intérêt ou l'engouement des paysans pour l'orpaillage déteint sur le travail agricole dans les zones d'exploitation d'or (Konan, 2019). La production agricole locale, notamment alimentaire se trouve de moins en moins fournie (AIB, 2014 ; Kouadio *et al.*, 2018).

Le présent article s'intéresse à la situation de la commune de Kokumbo (département de Toumodi), une localité à fort potentiel agricole, mais où prospère davantage l'activité aurifère, non sans implication.

En effet, il semble que la main d'œuvre paysanne tend à être détournée vers la quête de l'or. L'agriculture familiale se retrouvant ainsi en berne ou à l'abandon presque, il semble également que les aliments produits localement se font rares, les prix des denrées alimentaires augmentent et la vie devient de plus en plus chère. Dans une étude sur l'historique de l'orpaillage à Kokumbo, Kouamé (2022) montre que l'activité aurifère suscite plus d'intérêt et d'espoir chez les jeunes confrontés à la dure réalité de l'emploi, et dont la plupart se sont socialisés au métier d'orpailleur dès le bas âge. De même, les femmes, habituellement occupées à 90% par l'agriculture familiale (Sangaré *et al.*, 2009), sont de plus en plus présentes sur les sites d'orpaillage. De ce qui précède, il est clair que l'orpaillage clandestin, qui tend à réduire considérablement la main d'œuvre paysanne, représente une menace (voire une rupture) directe sur la pérennisation de l'agriculture familiale.

L'on est alors en droit de se demander comment le développement de l'orpaillage clandestin entraîne-t-il la réduction de la main d'œuvre paysanne dans la commune de Kokumbo ?

L'hypothèse formulée pour rendre compte de la question de l'étude est : « L'orpaillage clandestin exerce un attrait quasi irrésistible sur la main d'œuvre paysanne (guidée par la logique de gain) à travers le délaissement généralisé de l'agriculture familiale et la tangibilité perçue des retombées aurifères. »

L'étude vise à analyser l'impact de l'orpaillage clandestin sur la réduction de la main d'œuvre de l'agriculture familiale.

L'attractivité de l'orpaillage clandestin, pourtant une activité illégale en regard des textes en vigueur, prend tout le sens de la théorie économique du crime de son précurseur Gary Becker (1968). Cet économiste qui, s'inspirant certainement de la théorie utilitariste du philosophe anglais Jeremy Bentham (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle), soutient que l'acteur criminel trouve moins utile de passer par des moyens légaux pour atteindre ses objectifs. Pour lui, le criminel accorde plutôt un intérêt élevé (ou une préférence élevée) à la voie illégale qui lui paraît plus rentable dans la réalisation de ses objectifs. C'est surtout la rationalité sous-tendant le comportement malfaiteur qui fait ici analogie avec l'action des orpailleurs clandestins en quête de revenus immédiats par l'exploitation des ressources minières au mépris du code minier en vigueur. Cependant,

leur choix préférentiel porté sur l'orpaillage clandestin draine des effets dangereux inattendus dans le sens de la théorie wébérienne du paradoxe des conséquences, reprise par Cherkaoui (2006).

## **Méthodologie**

### **1. Site et participants à l'enquête**

Les investigations ont été menées dans la commune de Kokumbo, située au Centre de la Côte d'Ivoire. L'échantillon, constitué par choix raisonné, comporte 64 individus ainsi répartis : Sous-préfet(1), Adjoint au maire (2), Agent de l'agriculture (3), Orpailleur [(35) dont 15 jeunes, 15 femmes, 5 adultes], Agriculteur (10), Chef de communautés étrangères (6), Chef de village (2), Cadre résident (5).

### **2. Techniques de recueil des données**

Les données ont été recueillies à l'aide de la recherche documentaire, de l'observation directe et des entretiens individuels et collectifs (focus group). Les entretiens individuels ont été faits avec les autorités (administratives, politiques et villageoises) et les cadres résidents tandis que les focus group ont été privilégiés à l'endroit des orpailleurs et des agriculteurs jeunes et femmes.

### **3. Analyse des données**

Les données collectées étant essentiellement qualitatives, la méthode de l'analyse de contenu a été utilisée pour le traitement du contenu des discours et des documents examinés.

## **Résultats**

Cette partie rend compte des indicateurs du délaissement généralisé de l'agriculture familiale et des retombées perçues tangibles de l'orpaillage clandestin.

## **Indicateurs du délaissement généralisé de l'agriculture familiale**

Le délaissement généralisé de l'agriculture familiale s'identifie par le vieillissement de la main d'œuvre paysanne, l'absence de la relève juvénile agricole, le désintérêt de la gent féminine pour l'agriculture familiale et la démotivation généralisée de la paysannerie.

### **1. Vieillesse de la force de travail agricole**

L'enquête révèle que les paysans encore actifs dans l'agriculture familiale ont perdu de leur vigueur, de leur nombre et leurs âges sont avancés. Selon les estimations des enquêtés, la moyenne d'âge de ces agriculteurs se situe autour de cinquante (50) ans et les superficies exploitées avoisinent rarement un (1) hectare. Parmi eux, certains évoquent s'être éloignés des champs pour cause de maladie. En témoigne une enquêtée : « Actuellement, ceux qui cultivent la terre sont âgés. Ils ne sont pas nombreux, beaucoup sont malades et n'ont plus de force pour travailler. » Cela se fait ressentir sur le rendement agricole, en particulier la production alimentaire qui est en baisse. Un enquêté d'une structure agricole confirme que la fourniture locale de denrées vivrières ne suffit plus pour combler les besoins annuels d'une seule famille et encore moins ceux de la population communale, constamment en augmentation.

Ces données décrivent que l'agriculture familiale reste uniquement entre les mains de paysans en état de décrépitude dont la vitalité et la force de travail diminuent. L'envers implicite d'une telle situation indique la réduction de la main d'œuvre paysanne qui, si cela continue, fait courir irrémédiablement le risque de disparition de la tradition culturelle familiale.

### **2. Absence de la relève juvénile agricole**

Les jeunes paysans – supposés *a priori* être des relais de traditions culturelles – représentent le bel exemple du délaissement du travail champêtre. Depuis un peu plus de deux décennies (2000 et 2010), la main d'œuvre juvénile a carrément disparu des champs. Selon les informations recueillies, la présence des jeunes de moins 15 ans dans l'agriculture familiale est très rare aujourd'hui à tel point qu'un interviewé affirme : « À ma connaissance, il n'existe pas une friche nouvellement

cultivée par un jeune du village. Par exemple à Akroukro, un village-quartier de Kokumbo, le constat est alarmant : aucun jeune ne cultive encore la terre.» De nombreux jeunes sont versés dans l'orpaillage clandestin depuis environ l'âge de 10 ans. D'autres encore ont même décroché l'école pour la même raison (l'orpaillage). De plus, la main d'œuvre saisonnière constituée de jeunes a également disparu car, désormais, tous les travailleurs venus d'ailleurs convergent vers Kokumbo pour la seule cause : la quête de l'or.

Sur le terrain, la grande partie des denrées alimentaires disponibles sur le marché provient hors de la commune : le vivrier vient des campements du rivage-ouest du fleuve Bandama et les produits importés (riz et conserves) sont vendus dans les boutiques.

Ce résultat signifie que l'activité aurifère fait partie intégrante de la socialisation des jeunes ruraux qui n'ont pas appris auprès des parents les rudiments du métier d'agriculteur depuis leur naissance. Ce qui constitue une rupture dans la sauvegarde et la transmission des valeurs et pratiques culturelles admises par les anciens. La survivance de l'agriculture familiale passant par le renouvellement de la main d'œuvre paysanne se trouve alors hypothéquée.

### **3. Désintérêt de la gent féminine pour l'agriculture familiale**

L'étude montre les femmes, principales pourvoyeuses du vivrier, sont de moins en moins enclines aux travaux champêtres pour être plus actives dans les mines (extraction, lavage, portage et pilage de produits miniers, etc.). D'autres cherchent leur gagne-pain à travers le petit commerce (aliment, eau, cigarette, articles divers, etc.) sur les chantiers et la restauration dans la ville de Kokumbo. D'autres encore justifient leur désintérêt pour les activités agrestes par un sentiment d'insécurité liée à la présence d'orpailleurs inconnus qui ont investi les brousses en quête du métal. Leur crainte est le risque de se rendre victimes de viol au cas où elles retrouveraient seules au champ. La plupart des femmes abandonnent l'agriculture familiale, et cela se remarque par l'insuffisance des denrées vivrières et la flambée de leurs prix sur le marché. Un agent de mairie présente ainsi la situation :

« Les paysans font le marché comme les fonctionnaires. Ils achètent tout ce qu'ils consomment parce que leurs femmes ne travaillent plus dans les champs. Les condiments, le piment, les légumes, la banane, l'igname,

le manioc sont devenus chers au marché. Même avec 100 000 f CFA, c'est vraiment difficile de tenir le mois. »

L'analyse de ce résultat montre que les femmes, en quête d'autonomie financière, sont fascinées par les revenus de l'orpaillage clandestin. Elles sont aussi occupées par les activités subsidiaires, à revenus plus rassurants que l'agriculture vivrière, générées dans le contexte du boom de l'orpaillage clandestin à Kokumbo.

#### **4. Démotivation généralisée de la paysannerie**

Sous l'attrait presque irrésistible des gains aurifères, la démotivation a eu raison de la main d'œuvre agricole habituelle. Selon les estimations des enquêtés, plus de 80% de la population rurale ont abandonné l'agriculture pour se reconvertir dans l'orpaillage clandestin. La raison essentielle en est le désespoir lié aux faibles revenus agricoles. Un enquêté en témoigne ainsi :

« Aujourd'hui, nous, les villageois, on n'a plus rien au champ. On ne peut pas compter sur l'agriculture pour garantir notre avenir et celui de nos enfants. Il n'y a pas d'avenir au champ. »

Pour ainsi dire, d'après cet autre enquêté, entre orpaillage et agriculture : « ...il n'y a pas match ! Mes parents se plaignent de mon travail de l'or. Ils me disent d'arrêter et que ce n'est pas bon. Mais quand je leur demande (eux qui travaillent la terre) de dire ce qu'ils ont des champs aujourd'hui, ils ne peuvent pas répondre. Ils savent très bien que le champ ne donne plus rien. Moi, par exemple, j'ai arrêté les études parce que mes parents n'avaient pas d'argent. Regardez-moi aujourd'hui, j'ai construit ma petite maison, j'ai acheté ma moto, j'ai une petite chérie, je peux voyager comme je veux, je mange ce que je veux. J'ai tout ça grâce à l'orpaillage ».

Ce résultat signifie que l'agriculture familiale ne pouvant plus assurer convenablement les besoins existentiels, elle intéresse de moins en moins les paysans qui s'en détournent, préférant l'orpaillage aux gains plus avantageux. Cela répond à la logique de rationalité, d'où le désintérêt généralisé pour les activités agricoles.



## **Retombées perçues tangibles de l'orpaillage clandestin**

Du point de vue des enquêtés, l'orpaillage clandestin est rentable et les autochtones s'en sont appropriés. Il apporte également des changements socioéconomiques remarquables dans la commune de Kokumbo.

### **1. Rentabilité attractive de l'orpaillage clandestin**

Les données croisées n'ont pas permis de préciser clairement la régularité des revenus directs tirés de l'orpaillage clandestin. Des enquêtés y sont allés, chacun de son expérience, si bien que les chiffres annoncés changent d'un enquêté à un autre.

Ainsi, les promoteurs sont les plus gros bénéficiaires avec des revenus importants dérivant surtout de la vente du métal (suivant la hausse du cours mondial de l'or), du loyer de sites de production, de la location des engins, de la moitié des produits extraits des chantiers, etc. Ensuite, les propriétaires terriens ont également des gains considérables en lien avec la mise à disposition des terres. Ils perçoivent diverses redevances, particulièrement un droit d'accès aux terres, une taxe journalière sur l'exploitation des chantiers, un droit de sortie de la production du site d'exploitation, un droit de possession du tiers ou de la moitié de la production des carrières, etc. Suivent les institutions de lutte, surtout les acteurs chargés de la répression, qui ont aussi accès à des retombées captivantes, même circonstancielles. Ces agents perçoivent une rente sous forme de cotisation (venant des exploitants) à chaque visite. Les propriétaires de machines broyeuses leur versent un montant par machine, sans compter le fait qu'ils sont gratifiés de divers autres dons en nature et en numéraire. Des enquêtés ont affirmé l'existence de pratiques de soudoiment à leur profit par certains promoteurs.

Enfin, les travailleurs, spécialement enfants, femmes et jeunes engrangent des gains journaliers issus de la main d'œuvre et du petit commerce sur les chantiers. Selon des enquêtés, le demi-million (500 000 FCFA) est un revenu régulier pour la plupart des travailleurs de chantiers. Aussi, de rares cas de gains dits "exceptionnels" ont été signalés lors des investigations. Des enquêtés ont témoigné par exemple que des exploitants sont tombés sur de l'or leur rapportant 25 millions, 30 millions, 56 millions voire 80 millions FCFA.

L'analyse de ces informations montre que l'orpaillage clandestin génère des gains directs, importants, rentables, intéressants et séduisants à tous les niveaux d'implication (directe et indirecte) des acteurs.

## **2. Appropriation de l'orpaillage clandestin par l'autochtonie**

L'étude montre que l'autochtonie a fini par se convaincre des avantages et du bienfondé de l'orpaillage clandestin qui est vécu comme une activité génératrice de revenus conséquents et de réalisations sociales, comme le dit cet enquêté : « Depuis que je suis né, je n'ai jamais monté un mur. J'ai donné ma terre en location aux orpailleurs. C'est ce qui m'a permis de construire ma maison. »

L'ancrage de l'orpaillage chez l'autochtonie est un processus de fixation ou d'appropriation par lequel, d'abord, les autochtones étendent leurs droits terriens coutumiers sur l'usage des ressources enfouies dans le sol et sous-sol. Ensuite, ils valorisent socialement le métier d'orpailler, preuve de réussite sociale, et en font la promotion par leur implication directe dans les mines, la mise à disposition des sites, la réaffectation des terres de culture à l'orpaillage et le développement des activités connexes. Enfin, l'autochtonie déploie des stratégies de résilience ou résistance face aux mécanismes et actions de lutte contre l'orpaillage clandestin.

## **3. Impact socioéconomique de l'orpaillage clandestin**

D'après les témoignages d'interviewés, les retombées de l'orpaillage clandestin sont observables sur le développement de la commune de Kokumbo. Au plan socioéconomique, la ville connaît un changement patent depuis le boom de l'or. Un agent de la mairie donne la preuve de cet essor en ces termes :

« Certaines activités, notamment le commerce, le logement, la restauration, la mécanique, le métier de forgeron, etc., sont de plus en plus développées depuis que l'orpaillage a pris une grande ampleur dans la commune. Kokumbo n'a jamais connu de changement aussi rapide et spectaculaire auparavant. La population a aussi augmenté. Nous constatons un déferlement impressionnant de personnes venant tantôt des villages et régions environnantes ou tantôt de pays étrangers. La ville grouille de monde en mouvement 24 h sur 24h. » Ce constat peut être soutenu par la montée démographique constatée dans cette commune,

passant de 10 513 habitants au recensement de 1998 à 34 575 à celui (recensement) de 2021.

L'examen de ces informations fait ressortir que le bouillonnement socioéconomique actuel de Kokumbo est en grande partie lié au développement de l'orpaillage clandestin.

En effet, sur le plan des activités à revenus subsidiaires de l'orpaillage clandestin, le petit commerce de chantiers (vente de nourriture, eau, cigarette, etc.) tenu essentiellement par les femmes est très en vogue. À l'intérieur de la ville, maquis, restaurants et boutiques abondent. Il se développe également la vente de matériels de mines (broyeuses, pioches, pelles, seau métallique, outils artisanaux, produits chimiques, ...), le trafic des engins de transport (moto, tricycle, véhicule) et du carburant. À cela, s'ajoutent la vente d'appareils électroménagers, de téléphones mobiles et accessoires, la multiplication de cabines téléphoniques. Le marché foncier (location/vente de terres et lots) n'est pas en reste, et la ville s'agrandit continuellement en superficie. Sous l'affluence démographique, le logement locatif, les magasins (quincaillerie, vêtement, etc.) connaissent aussi un essor ainsi que la vente de sable/gravier et le marché de bois de construction. Les métiers de forgeron, mécanique et lavage d'engins (auto, moto, tricycle) prolifèrent à un rythme effréné.

Bref, de l'orpaillage clandestin pullule des revenus et des activités lucratives dans la commune de Kokumbo. Cela attire et sédentarise de nombreux acteurs dont notamment la main d'œuvre paysanne en quête de revenus.

## **Discussion et conclusion**

L'idée soutenue dans cette étude est que l'orpaillage clandestin exerce un attrait quasi irrésistible qui, par ricochet, réduit considérablement la main d'œuvre paysanne en quête de revenus. L'analyse de cette hypothèse s'inspire de la rationalité sous-jacente à la théorie économique du crime de Gary Becker (1968). Les résultats montrent que le développement de l'orpaillage clandestin entraîne effectivement la réduction de la main d'œuvre paysanne. Cela passe par le délaissement de l'agriculture familiale et l'attrait des retombées perçues tangibles de l'orpaillage clandestin. La pérennisation de l'agriculture familiale est mise à mal par le vieillissement de la force de travail, l'absence de la relève juvénile, le

désintérêt des femmes et la démotivation généralisée. Les retombées perçues tangibles de l'orpaillage tiennent à la rentabilité des revenus, à l'appropriation (de l'orpaillage) par l'autochtonie et au développement socioéconomique amené dans la commune de Kokumbo.

Les résultats obtenus sont confirmés par ceux de Grätz (2004), Bohbot (2017), Kouadio (2018), Konan (2019), Kouamé & Konan (2019), Soïba & Lauwerier (2020) et Kouamé (2022) qui ont mis au-devant la prééminence de l'orpaillage clandestin chez des paysanneries avec l'implication marquée de l'autochtonie, de femmes, de jeunes, d'enfants voire d'écoliers. Ces auteurs ont attesté que les enjeux enthousiasmants en rapport avec les gains générés ont fait de l'orpaillage une préférence première des ruraux au détriment de l'agriculture familiale.

L'analyse des résultats de l'étude révèle que sur la base de la comparaison des revenus, l'orpaillage est de loin plus rentable (lucratif) et plus prisé que l'agriculture familiale, et c'est cela la raison de la réduction de la main d'œuvre paysanne. L'orpaillage constitue une opportunité économique aux enjeux impressionnants permettant aux paysans (habités à la pauvreté) d'avoir un accès rapide aux revenus abondants et de rehausser ainsi leur pouvoir d'achat. Outre des revenus tirés directement de la spéculation de l'or extrait, l'orpaillage met en jeu un marché foncier bénéfique aux propriétaires terriens coutumiers. Par exemple, la mise des terres en cession ou location a permis à certains d'acquérir en gain des biens dont des maisons flambantes neuves jamais imaginées. L'enjeu économique lié à l'orpaillage est le principal facteur attractif et irrésistiblement séduisant pour les paysans. Il représente pour les jeunes, l'espoir d'un emploi avantageux et d'une affirmation de soi, pour les anciens, une substitution à l'agriculture familiale devenue obsolète avec des revenus inexistantes et pour les femmes, une source d'autonomisation. Face aux intérêts économiques des acteurs, les appétences personnelles sont plutôt portées sur la certitude de l'accessibilité au gain (présentisme) contrairement aux tendances moralistes qui soupèsent les conséquences de l'orpaillage à court, moyen et long termes. Mais le hic, c'est de se demander jusqu'à quand l'orpaillage pourrait-il garantir durablement les besoins existentiels à la fois des contemporains et de leurs descendants ?

Au regard de ces résultats, notre posture est que l'agriculture familiale ne saurait être abandonnée jusqu'à la perdre définitivement au profit de l'orpaillage clandestin qui s'avère une activité conjoncturelle puisque le minerai s'épuise. En revanche, vue la démotivation des jeunes pour

l'agriculture familiale qui demeure archaïque avec des revenus presque inexistantes, les décideurs du pays doivent innover en prenant par exemple des mesures pour la modernisation de l'agriculture alimentaire en vue de la rendre plus rentable et captivante pour ces jeunes confrontés à l'épineuse question de l'emploi.

## Références bibliographiques

**Agence d'Information du Burkina (AIB)** (2021), *L'orpaillage menace la sécurité alimentaire dans le sud-ouest du Burkina*, Dépêches.

**Bohbot Joseph** (2017), *L'orpaillage au Burkina Faso : une aubaine économique pour les populations, aux conséquences sociales et environnementales mal maîtrisées*, EchoGéo.

**Cherkaoui Mohamed** (2006), *La sémantique wébérienne : contextes et corrélats du paradoxe des conséquences*. Dans M. Cherkaoui, *Le Paradoxe des conséquences : Essai sur une théorie wébérienne des effets inattendus et non voulus des actions*, 41-57 pp. Genève : Librairie Droz.

**Grätz Tilo** (2004), *Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale*, Autrepart, 30, 135-150pp.

**International Crisis Group (ICG)**, (2019). *Reprenre en main la ruée vers l'or au Sabel central*, Report, N° 282 / Africa.

**Kouadio Aya Christine, Kouassi Konan et Assi-Kaudjhis Joseph** (2018), *Orpaillage, disponibilité alimentaire et compétition foncière dans les zones aurifères du département de Bouaflé*, TROPICULTURA, 36, 2, 369-379 pp.

**Konan Kouamé Hyacinthe** (2019), *De l'agriculture à l'orpaillage : Analyse d'une insécurité alimentaire à Fodio (Nord Côte d'Ivoire)*. Projet : activités minières et agriculture, Université Péléforo-Gbon-Coulibaly NO21. 25-39pp.

**Kouamé Kouakou Justin** (2022), *Orpaillage artisanal sur le site de Kokumbo (Côte d'Ivoire) : processus historique d'encastrement chez l'autochtonie*, Revue Africaine de Criminologie, N°31, 61-76 pp. ISSN /1819-0650.

**Soïba Traore Idrissa et Lauwerier Thibaut** (2020), *Les écoliers sur les sites d'orpaillage au Mali : une des niches de la déperdition scolaire*, Mondes en développement, 191, 137 151pp.

**WWF** (2018), *Lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane : orientations pour une efficacité renforcée*, Rapport, Analyse WWF France, Bureau Guyane.

**WWF** (2015), *Traçabilité analytique de l'or de Guyane*, Etude technique. Faisabilité technique d'une traçabilité physico-chimique de l'or de Guyane, réalisation BRGM.